LES CONSEILLERS DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

La Lettre de

LA CHINE HORS LES MURS n° 49

SOMMAIRE

Editorial : la Grande Stratégie, sans complexes, par Paul Clerc Renaud **2**

Géopolitique : les USA affirment leurs positions sur l'axe indo pacifique, par Michel Beaugier **6**

Zoom : Chine/Corée du Sud, où en est-on ? par Daniel Mayran **9**

Décryptage : les enjeux de la puissance normative chinoise, par Laure Deron **11**

Dossier technologies :

- internet des objets : vers un monde connecté à la chinoise, par Xavier Dupont **15**

- Alibaba Cloud, par le comité France Chine **17**

Dernières nouvelles des relations franco-chinoises, par le comité France Chine **20**

Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise, par Paul Clerc-Renaud **22**

Editorial

La Grande Stratégie sans complexes

Alors que s'assemblent à Beidahe tous ceux qui comptent dans le Landerneau de la politique chinoise pour le conclave balnéaire estival où se concoctent le renouvellement du personnel dirigeant du PCC et le script du 20e congrès d'Octobre qui devrait confier un troisième mandat à XI Jinping, les observateurs scrutent leurs feuilles de thé à la recherche d'indices : le dirigeant suprême aura-t-il droit à l'officialisation de son statut de Grand Timonier (大舵手 Dà Duòshǒu) ou bien de Leader du Peuple (人民领袖 Renmin lǐng xiù), obsession confucéenne du « bien nommer » !

La seule certitude est que les délégués ne feront pas le déplacement à bord d'automobiles Tesla, ces dernières ayant été bannies dans la zone du 1er juillet au 1er septembre pour des raisons de sécurité nationale.

Il est plus que probable cependant que la poursuite de la Grande Stratégie initiée par Hu Jintao et mise en forme par Xi Jinping sera réaffirmée.

Elle a son origine dans la constatation, après la crise de 2008, puis le Brexit et l'élection de Trump, de « Grands changement jamais vus depuis un siècle » (百年未见巨大的变化, bǎinián wèi jiàn Jùdà de biànhuà) offrant à la Chine l'opportunité de conduire la réforme du système de gouvernance global vers un nouveau modèle de relations entre puissances (新型大国关系, xin xing da guo guan xi).

Les CCE et la Chine Hors les murs suivent attentivement le déroulement de cette stratégie qui semble s'accélérer, en dépit des obstacles créés par la crise sanitaire et la situation internationale compliquée, selon les objectifs répétés ad nauseum par Xi lui-même et tous les dirigeants et media chinois à usage interne et dans les fora internationaux :

La Grande régénération de la Nation Chinoise ; (中華民族偉大復興; Zhōnghuámínzú Wěidà Fùxīng)

Elle passe par une montée en puissance économique, technologique et militaire qui se précise un peu plus chaque jour.

L'importance de la Chine dans le commerce mondial poursuit son ascension. En dépit du découplage, ses échanges avec les Etats-Unis se sont accrus de 20% en 2021 pour atteindre 687md USD. En dépit des restrictions sanitaires cause d'un début d'exode des expatriés et du ralentissement marqué de l'économie, la Chine reste attractive pour les investissements étrangers qui ont cru de 33% en 2021 pour atteindre un record de 334md USD et de nouveau de 25% au premier trimestre 2022.

Le constructeur d'automobiles électriques BYD a détrôné Tesla avec 600.000 ventes au premier trimestre 2022 confirmant le leadership de la Chine dans ce secteur. En dépit de la conjoncture morose, le marché automobile chinois reste de très loin le premier marché du monde avec 27 millions de ventes projetées en 2022 ce qui permet à BYD de développer une politique de contrôle total de sa chaîne de valeur : acquisition de 6 mines de lithium en Afrique lui permettant d'alimenter ses usines de batteries et de filiales produisant les semiconducteurs utilisés dans les véhicules électriques. Des investissements massifs en R&D lui assurent par ailleurs d'être à la pointe de toutes les technologies relatives aux véhicules à énergies nouvelles.

Dans le secteur prometteur des véhicules autonomes, la Chine importe encore 90% des semiconducteurs automobiles intelligents mais des sociétés spécialisées comme Horizon Robotics, Black Sesame Technologies, Cambicon Technologies ou SiEngine Technology ambitionnent de concurrencer les Intel, AMD, Qualcom, Nvidia et autres leaders du secteur.

Toutes les études récentes de la Banque Mondiale, de l'I.A.E. ainsi que l'excellente étude du CEPII soulignent l'importance cruciale du secteur des métaux stratégiques et terres rares dont la Chine est en train de s'assurer la maîtrise (ce que l'article de Christophe Granier dans notre lettre de CHLM 34 avait prédit il y a deux ans). L'acquisition en cours par Guanfeng Lithium d'un groupe minier argentin et l'expansion massive par Huayou Cobalt de ses capacités en nickel et cobalt en Indonésie viennent s'ajouter aux nombreuses acquisitions minières chinoises en Afrique et ailleurs.

Il en va de même pour les télécommunications, secteur où la Chine accroit son avance sur la 5G et les NTIC en particulier dans l'Internet des objets (I.O.T.) et les villes et réseaux intelligents dont l'article ci-dessous de Xavier Dupont nous décrit les progrès et qu'illustre le zoom du Comité France Chine sur la société Alibaba Cloud qui, forte de sa solide base chinoise, s'internationalise rapidement.

Les fabricants de smartphones chinois caracolent également en tête des ventes mondiales : Xiaomi a commencé à produire ses téléphones au Vietnam et Vivo et Oppo, victimes de leur succès, doivent faire face à des investigations des autorités indiennes.

Nous avons décrit dans des lettres précédentes les avancées chinoises dans divers secteurs dont l'espace, l'informatique et la construction navale (avec l'inauguration récente du Fujian, troisième porte-avions de la Marine chinoise.)

Le rattrapage est toutefois plus lent en dépit des énormes investissements dans le secteur stratégique des semiconducteurs de haute performance (5, 3 et même 2 nanomètres) ou les acteurs chinois sont encore très loin du leader Samsung et de son second le Taiwanais TSMC qui vient de dépasser l'américain Intel. Ceci explique l'importance technologique stratégique de Taiwan tant pour la Chine que pour les Etats Unis.

La Chine poursuit par ailleurs sa diplomatie normative destinée à assurer sa domination des systèmes de normes régulant les nouveaux secteurs technologiques comme l'explique Laure Deron dans son article.

Construire une communauté de destin partagé pour l'humanité (人类命运共同体 rénlèi mìngyùn gòngtóngtǐ)

L'activisme déployé ces derniers mois par la Chine au niveau multilatéral fait apparaître au grand jour la dimension mondiale des ambitions de la Chine illustrée par ce slogan répété à chaque occasion par Xi Jinping, Wang Yi et les milieux officiels chinois.

L'article ci-dessous de Michel Beaugier fait le point des progrès de la diplomatie chinoise dans la zone Indo Pacifique (ASEAN et Sud Pacifique)

Cependant, les dernières initiatives de la Chine visent à élargir le champ d'action et la portée mondiale des accords et systèmes d'alliance auxquels elle participe et à en créer de nouveaux en opposition à l'Occident dans une floraison de nouveaux acronymes :

La BRI poursuit sa progression le long des nouvelles routes de la soie et reste un élément central de la Grande Stratégie chinoise. Quelques succès ont été annoncés : accord de la Thaïlande pour terminer la ligne de TGV la reliant à la Chine d'ici 2028, inauguration d'une ligne ferroviaire Trieste-Budapest par COSCO, d'une ligne maritime directe entre le Soudan et Qingdao, du barrage hydroélectrique de Gouina au Mali et du pont controversé de Peljesac en Croatie construit par une entreprise chinoise avec des fonds européens. Cependant les investissements d'infrastructures qui étaient l'objectif initial déclaré de la BRI continuent à un rythme plus modéré en raison des difficultés sanitaires et financières qui ont mené certains pays partenaires au bord de la faillite (Sri Lanka, Laos, Angola)

L'essentiel des financements est venu des banques chinoises (Eximbank et China Development Bank) et non des organismes multilatéraux (contrôlés par Pékin) que sont la NDB, l'AIIB et le China Silk Road Fund auxquels la Chine s'efforce de passer le relais. L'AIIB qui compte maintenant 105 membres dont 20 pays africains, le dernier venu étant le Nigeria, va ouvrir son premier bureau à l'étranger dans les E.A.U. Le MCDF (Multilateral Cooperation Center for Development Finance) créé en 2020, dont l'AIIB assure le secrétariat, a pour vocation de financer les projets verts. Le China Silk Road Fund vient de son côté de signer un accord cadre de financement de 3 md USD avec le fonds souverain d'Indonésie.

Devant le retrait des multinationales occidentales de l'Arctique russe, la Chine s'est empressée d'offrir ses technologies pour l'exploitation et le transport du gaz ainsi que ses investissements pour combler le vide.

La Chine s'efforce maintenant d'accentuer la dimension stratégique et sécuritaire de la BRI en sécurisant des bases ouvertement ou potentiellement militaires auprès de ses partenaires (Djibouti, Hambantota, Gwadar, Ream au Cambodge, Iles Salomon, Guinée équatoriale…)

L'entrisme de la Chine au sein des organismes onusiens n'est pas nouveau. De même à l'O.M.C. où son attitude constructive lors de la réunion ministérielle de Genève en juin (MC12) a permis certains accords. Elle a saisi ces derniers mois toutes les occasions pour proposer la création de nouveaux organismes sous influence :

Déjà en 2016, à l'occasion du G20 de Hangzhou qu'il présidait, Xi Jinping proposait la création du MCDF (Multinational Cooperation Center for Development Finance) basé à Pékin dont le CEO est chinois et dont les ateliers se déroulent ce mois de juillet à Pékin, sans doute en prévision du prochain G20 qui se tiendra prochainement à Bali, puis le GICA (Global Infrastructure Connectivity Alliance) hébergé par la Banque Mondiale à Singapour.

Lors du forum de Boao en avril 2022 et du 10e World Peace Forum qui s'est tenu à Pékin en juillet, Xi Jinping s'est fait l'apôtre du multilatéralisme en proposant une Initiative Globale de Développement (GDI) ainsi qu'une Initiative Globale de Sécurité (GSI) visant à relever les défis actuels et futurs en matière de développement et de sécurité. Au forum de Davos en mai, Wang Yi expliquait que le but du GDI était d'accélérer la mise en place de l'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable au bénéfice de tous les pays et qu'avec le GSI la Chine entendait « contribuer par sa sagesse à combler le déficit de paix du monde actuel en proposant des solutions chinoises aux problèmes de sécurité internationale ».

Le jeudi 23 juin, Xi Jinping présidait le 14e sommet des BRICS au moment où le sommet du G7 se tenait sous présidence allemande. Sa proposition d'élargir le groupe des cinq membres actuels (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) aux autres pays du Sud comme l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Nigéria, le Sénégal et la Thaïlande semble donner à ce « BRICS+ » la forme d'un « anti G7 »

C'est cependant l'Afrique qui fait l'objet de toutes les attentions et sollicitudes chinoises car elle offre une opportunité stratégique à la Chine en raison de son potentiel de développement et du fait de l'absence de bagage colonial de celle-là. En parallèle aux projets BRI, la Chine a donc fait porter ses efforts sur la dimension politique et stratégique de ses relations avec l'Afrique.

Xi Jinping porte la plus grande attention au déroulement du Plan d'action Dakar 2022/24 du FOCAC (Forum on China Africa Cooperation) et à l'extension du réseau d'influence chinois sur le continent.

La Chine, qui contribue fortement au contingent onusien de maintien de la paix et à la lutte contre la piraterie, a aussi organisé une conférence de la paix pour la corne de l'Afrique à Addis Abeba et a activement soutenu la formation de la zone de libre-échange africaine (AFTZ) avec laquelle elle souhaite conclure elle-même un accord.

Livraison du nouveau Parlement du Zimbabwe (ph Xinhua)

D'après une étude de l'Heritage Foundation en 2020, au moins 186 immeubles gouvernementaux sensibles ont été construits ou rénovés en Afrique par des entreprises chinoises dont 24 résidences et bureaux présidentiels, 26 parlements dont le tout nouveau Parlement de 33.000m^2 offert par la Chine au Zimbabwe (cf photo), 19 ministères des affaires étrangères et 32 installations militaires ou de police. Les entreprises chinoises de télécom ont installé 14 systèmes de communication intergouvernementaux sécurisés et fait don d'ordinateurs à 35 gouvernements africains. Hikvision et autres spécialistes des villes connectées ont par ailleurs équipé plusieurs pays africains de leurs systèmes de surveillance.

Le bureau de liaison international du PCC a par ailleurs inspiré et cofinancé à hauteur de 40m USD avec les cinq partis gouvernementaux d'Afrique méridionale la construction d'un campus à Dar Es Salam, ENA sino-africaine où seront formées les élites des partis politiques de Tanzanie, d'Afrique du Sud, de Mozambique, du Zimbabwe, de Namibie et d'Angola. Elle vient d'accueillir sa première promotion de 120 futurs dirigeants (cf. photo ci-dessous).

The Mwalimu Julius Nyerere Leadership School in Tanzania was financed by the Chinese Communist Party's International Liaison Department. Photo: Handout

Cet activisme semble payer puisque d'après l'étude d'Afrobarometer, sur 34 pays africains, 63% des Africains interrogés pensent que la Chine a une influence positive en Afrique (contre 60% pour les USA).

Les efforts de la Chine pour politiser le deuxième Forum Sud-Pacifique qui s'est tenu début juillet à Suva sont apparus lors de la conclusion de ce dernier à l'occasion du China-Pacific Countries Political Leadership Dialogue organisé par le département de liaison internationale du PCC le 14 juillet, invitant les participants à promouvoir, grâce à la BRI, le développement et la paix de la région « dans un esprit de respect et d'assistance mutuel, d'ouverture et d'inclusion ».

Les réponses de l'Occident

Le plan « Golden Gateway » de l'Union Européenne qui se veut la réponse plus verte et vertueuse à la BRI a annoncé le déblocage de 300md EUR d'ici 2027 dont 18md ont déjà été attribués au fonds européen pour le développement durable+. L'Union Européenne envisage de devenir le premier investisseur pour la construction par une entreprise italienne d'un barrage de 335m de hauteur (record du monde, coût 9md USD) à Rogun au Tajikistan qui aurait l'avantage d'assurer l'indépendance énergétique décarbonée de ce pays et de lui permettre de revendre une partie de l'électricité au Kazakhstan et à l'Ouzbékistan.

La diplomatie américaine s'est également activée lors des sommets de l'ASEAN et du récent G7 à l'issue duquel Joe Biden a annoncé le déblocage d'un budget de 600md USD destiné à offrir une « alternative de financement aux modèles d'infrastructure menant au piège de la dette » dans le cadre de l'initiative Partnership for Global Infrastructure and Investment (PGII), version élargie de l'initiative américaine Build Back Better World (B3B) qui prévoit de financer entre autres des mini réseaux solaires en Angola, un câble sous-marin reliant Singapour à la France via l'Egypte et la corne de l'Afrique, et une aide à l'infrastructure hospitalière en Côte d'Ivoire et à l'institut Pasteur de Dakar en vue de la construction d'une usine de vaccins.

L'invitation de l'Australie, de la Nouvelle Zélande, du Japon et de la Corée du Sud au sommet de l'OTAN a causé une vive réaction de Pékin qui voit déjà le QUAD, l'AUKUS et les récentes initiatives indopacifiques des Etats-Unis (IPEF, Partners in the Blue Pacific) comme des obstacles au développement de sa Grande Stratégie.

Les récents changements de gouvernements dans la région inquiètent également Pékin qui s'efforce d'amadouer Marcos Jr aux Philippines et suit de près l'évolution de la politique vis-à-vis de la Chine du Japon, de l'Australie et de la Corée. L'article ci-dessous de Daniel Mayran analyse l'évolution de cette dernière à la suite de l'élection de Yoon Seok-You.

Le jeu de go continue donc et chacun pousse ses pions sur l'échiquier global.

Paul CLERC-RENAUD, CCE Nice

Géopolitique

Les Etats Unis affirment leurs positions sur l'axe indopacifique avec de nouveaux accords

Le récent voyage de Joe Biden dans le Pacifique, avec comme objectif premier de contrer les tentatives chinoises de domination de l'axe indopacifique, a permis de clarifier les positions de chacun des pays bordant cette ligne ô combien sensible qui part de l'Inde et se déroule jusqu'aux iles de Micronésie. Les accords commerciaux et de défense s'y croisent et s'entrecroisent rendant la lecture géopolitique de la zone particulièrement complexe. Essayons une tentative de clarification !

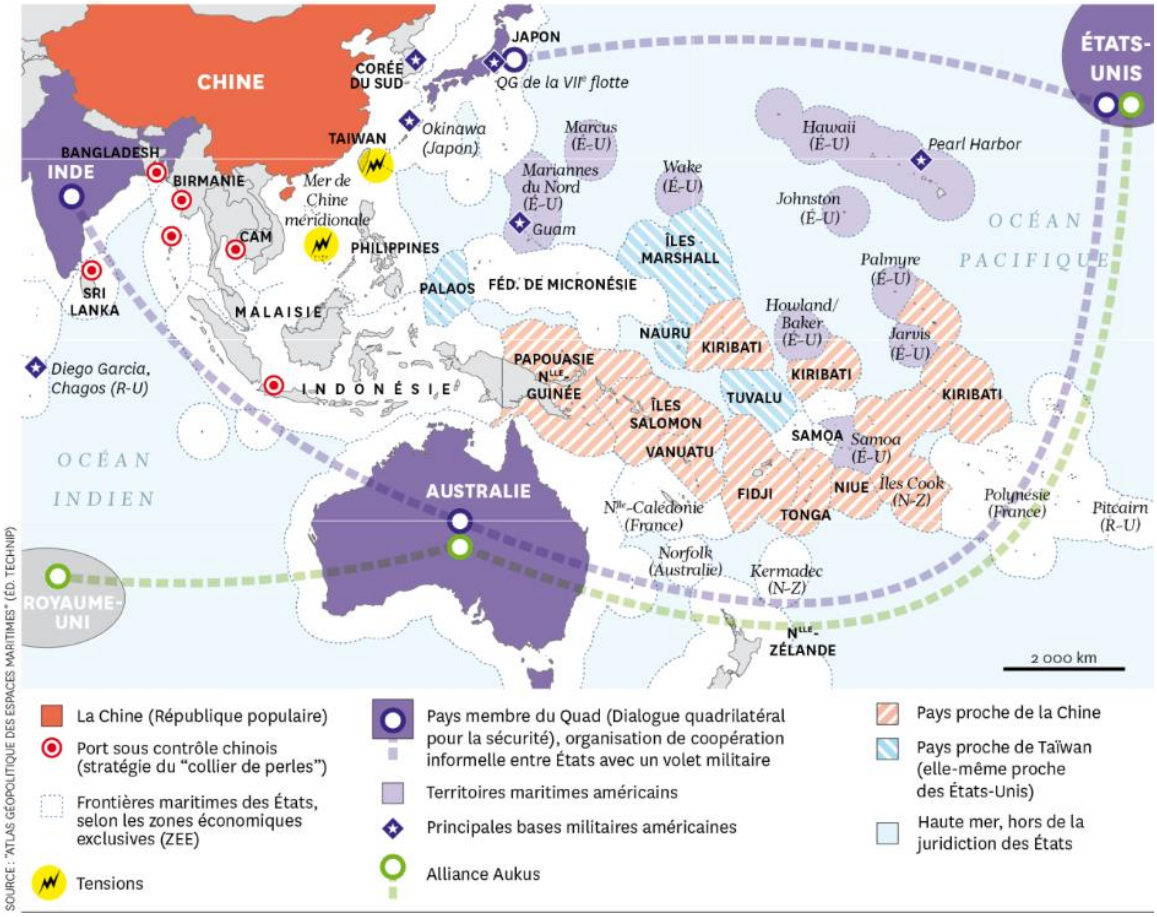
LES TROIS GRANDES PUISSANCES MONDIALES

La Chine est le seul de ces trois gros acteurs qui joue à domicile, tout au moins sur une partie de l'axe, avec ses immenses zones côtières de la mer de Chine et des zones maritimes subrepticement augmentées par la prise de possession d'îlots appartenant au Japon, aux Philippines ou encore au Vietnam. La Chine déroule sans interruption le redoutable rouleau compresseur de la BRI que ni le COVID, ni le conflit en Ukraine, ni les réorganisations intérieures, le contrôle des populations, la reprise du contrôle sur Hong Kong et ni la mise au pas des grosses institutions commerciales et financières que sont Alibaba, Tencent et d'autres n'a semblé ralentir. La BRI regroupe sous un même chapiteau la politique multiforme que déroule la Chine depuis de nombreuses années. Elle participe ou tout au moins essaye de participer à la totalité des accords FTA, annexe les îles déjà citées plus haut pour les transformer en ports pour les navires de guerre et pour les sous-marins quand la profondeur des eaux le permet. Elle y construit des pistes d'atterrissage. Elle n'hésite pas à acheter des ports entiers comme celui de Darwin prétextant des besoins de fret pour le transport de matières premières ou de minéraux. En Nouvelle Calédonie, elle a fait campagne à peine dissimulée en faveur de l'indépendance auprès de la communauté kanak en décembre 2021. Elle s'arroge des projets pharaoniques financés à la fois par l'AIIB et par les budgets des petits Etats naïvement complaisants en utilisant dans certains cas l'intégralité de leurs budgets nationaux dans ce que les occidentaux appellent « la debt trap economy » (Sri Lanka, Népal, Cambodge…) et multiplie les tentatives auprès de Fidji, Tsonga ou les Vanuatu.

Les Etats Unis, forts de leur présence militaire historique au Japon et en Corée du sud, essayent d'étendre leur zone d'influence à coup de milliards de dollars et de contrats d'armement. Joe Biden fait feu de tout bois pour contrer l'influence de la Chine et protéger l'axe indopacifique, quitte à poignarder l'alliance avec la France. L'Australie est brutalement repassée sous la protection américaine (ref. Aukus), les Philippines sont rentrées dans le rang et seuls quelques pays comme l'Inde et Singapour affichent une bienveillante neutralité.

L'Europe, plus idéaliste que jamais arrive en queue de peloton avec, pour seul outil, des accords FTA discutés de gré à gré mettant prioritairement en exergue les sujets climatiques et le respect des droits de l'homme et la diversité. Quant à la présence militaire française, la seule pour le compte de la Communauté Européenne, elle reste centrée autour de ses Pays d'Outre-mer (POM) et n'impressionne pas la Chine qui vient de lancer son troisième porte-avions entièrement conçu et fabriqué en Chine, avec le double du tonnage du Charles-de-Gaulle. Six bâtiments sont prévus d'ici à 2035. Ils devraient être à propulsion nucléaire.

Rivalités et alliances en Asie-Pacifique



SOURCE : "ATLAS GÉOPOLITIQUE DES ESPACES MARITIMES" (ÉD. TECHNIP)

LA LISTE DES ACCORDS COMMERCIAUX

Deux accord commerciaux majeurs sont en phase de démarrage.

1. Le **RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership)** véritable FTA (Free Trade Agreement) rentre en vigueur en ce moment même après trois années de latence dues au processus de ratification. Il représente 30% du PNB mondial et comprend 15 membres, les 10 pays de l'ASEAN ainsi que la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande (Les Etats Unis, l'Inde et Fidji ne participent pas).
2. Le **CPTPP (Comprehensive and Progressive Trans-Pacific Partnership)** comprend lui 11 **membres** dont le Canada, le Pérou, le Chili et le Mexique pour les Amériques ainsi que le Japon l'Australie, la Nouvelle Zélande, Singapour, la Malaisie, le Vietnam et Brunei pour 14% du PNB mondial. L'entrée de la Chine et du Royaume-Uni contribuerait à une augmentation sensible du poids économique de l'accord, mais les Etats-Unis quoique n'étant pas un membre officiel s'y opposent avec force.
3. Existent également de très nombreux accords FTA entre la Chine, les 10 pays de l'ASEAN collectivement et individuellement ainsi qu'avec les autres puissances asiatiques
4. Aux quatre accords de FTA entre l'Europe et le Vietnam, Singapour, le Japon, La Corée du Sud, et les auquel s'ajoute l'accord tout récent (Juin 2022) avec la Nouvelle Zélande.

IPEF et PBP les deux nouveaux instruments de Joe Biden

1. L'IPEF (Indo Pacific Economic Framework) qualifié de 'Trade & Security Deal" à savoir commerce et sécurité militaire, regroupe 14 pays dont les Etats-Unis, l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Japon, La Corée du Sud, l'inde, Fidji ainsi que les 7 pays de l'ASEAN que sont Singapour, la Malaisie, l'Indonésie, La Thaïlande, Les Philippines, le Vietnam et Brunei

(manquent à l'appel le Myanmar, le Cambodge et le Laos pour l'ASEAN). L'IPEF pèse 40% du PNB mondial soit plus que le RCEP.

2. Le très récent PBP (Partners in the Blue Pacific) réunit 5 pays sous une même ambition, les Etats Unis, le Royaume Uni, L'Australie, La Nouvelle Zélande et le Japon. Il a pour but essentiel de contrer l'influence de la Chine dans le Pacifique. Objectifs et modalités à date restent flous.

Les Accord CEE – pays de la Zone APAC

1. Un nouvel accord vient d'être signé fin juin 2022 entre la CCE et la Nouvelle Zélande. Il s'agit du 5e accord en vigueur dans cette région après le Vietnam, Singapour, Le Japon, et la Corée du Sud. Cet accord dit de nouvelle génération met en exergue les normes de travail, la protection de la vie marine et l'égalité hommes, femmes. Malheureusement, les autres discussions engagées depuis des années avec la Thaïlande, l'Indonésie ou les Philippines se heurtent à des obstacles politiques sur le profil des dirigeants ou les droits de l'homme.

2. Quant au **CAI (Comprehensive Agreement on Investment)**, l'accord sur les investissements entre la Chine et l'Union européenne, annoncé au porte-voix fin décembre 2021 par Ursula von der Leyen, il a été retoqué par le parlement européen en janvier 2022.

Quid de l'Aukus ?

Il s'agit d'un pacte de sécurité (comprendre une alliance militaire) entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie pour la région indopacifique. La France s'est retrouvée exclue de façon inattendue de cet accord en septembre 2021 avec la malencontreuse perte du contrat des sous-marins de Naval Group. Sous l'Aukus, les Etats Unis et le Royaume Uni aideront l'Australie à s'équiper de sous-marins à propulsion nucléaire.

Que dire à nos exportateurs sur l'utilisation de cette toile d'accords de libre-échanges ?

- Les entreprises françaises peuvent d'ores et déjà utiliser les cinq accords de gré à gré CEE - pays de l'Asie (voir ci-dessus),
- Elles peuvent envisager des semi-productions, remplissages, rajouts de pièces ou composants afin d'être libellées en production locale puis bénéficier des nombreux accords intra-Asie, y compris avec la Chine,
- Elles doivent réaliser que la baisse des droits de douane peut s'étaler sur plusieurs années selon les catégories douanières et que ces accords ne les dispensent pas de se soumettre aux barrières règlementaires.

Michel BEAUGIER, CCE Singapour

Zoom

Relations Chine / Corée du Sud : où en est-on ?

L'évolution des relations entre la Chine et la Corée du Sud à la suite de l'élection de Yoon Seok-youl

Le nouveau président sud-coréen, Yoon Seok-youl, au QG de son parti, à Séoul, le 10 mars 2022. JUNG YEON-JE / AFP

La Corée a élu le 9 mars 2022 son nouveau président, M. Yoon Seok-youl, signifiant le retour au pouvoir des conservateurs après 5 années de présidence de M. Moon Jae-in, et la politique de M. Yoon vis-à-vis de la Chine sera scrutée avec attention. Le nouveau président dispose d'un parcours atypique, puisque c'est un novice en politique, ayant été précédemment procureur général de Corée. En conséquence, avant son entrée en politique en 2021, ses positions en matière de politique internationale étaient largement inconnues. Toutefois, il semble que dans l'ensemble, sa vision soit en règle générale alignée sur celle du parti conservateur. M. Yoon prône en effet un renforcement de l'alliance avec les Etats-Unis, et souhaite une politique plus ferme vis-à-vis de la Corée du Nord, à la suite des résultats mitigés des tentatives de rapprochement entamées par son prédécesseur.

Cependant, c'est bien l'attitude du nouveau gouvernement coréen par rapport à la Chine qui sera probablement observée de près. Les deux pays avaient au cours des décennies précédentes construit de solides relations diplomatiques et commerciales, qui ont atteint leur zénith avec la signature d'un traité de libre-échange entre les deux pays en 2014. Cependant, la décision d'installer le système de missile américain THAAD en Corée en 2016-17, afin de protéger le pays d'une agression par la Corée du Nord, a jeté un froid sur les relations sino-coréennes, Pékin voyant d'un mauvais œil ce nouvel arsenal. Les mesures de rétorsions chinoises envers la Corée du Sud se sont multipliées jusqu'en 2018, et bien qu'au cours des dernières années les relations se soient de nouveau légèrement améliorées, la pandémie du COVID-19 a empêché un réel réchauffement des relations. Dans le même temps, l'opinion publique coréenne, comme celle des autres démocraties libérales, s'est également détournée de la Chine, notamment à la suite de cette diplomatie « wolf warrior » menée par Pékin. Le pourcentage d'opinions défavorables envers la Chine en Corée est passée d'environ 40% à 75% en moins de 5 ans.

Ces divers éléments qui font l'actualité internationale ne doivent cependant pas occulter la réalité plus profonde, et plus positive, des relations sino-coréennes. Outre les liens historiques, la Chine et la Corée ont tissé des liens économiques très importants au cours des dernières décennies, et la Chine est le principal partenaire commercial de la Corée (25% des exportations coréennes sont en direction de la Chine), de plus, les coopérations économiques entre Séoul et Pékin sont nombreuses. Les deux pays reconnaissent donc le besoin d'améliorer leurs relations diplomatiques, qui plus est en période de difficultés économiques. Un premier signe de ce réchauffement est que, suite à un boycott informel opéré par la Chine après la crise du THAAD, Pékin a recommencé ces derniers mois à autoriser les importations de produits culturels (musique, dramas…) coréens en Chine.

Quant à M. Yoon, certains experts s'inquiétaient que son positionnement pro-américain, ainsi que certaines de ses remarques faites pendant sa campagne, ne crispent les relations sino-coréennes. Cependant, depuis son élection, il semble qu'un certain pragmatisme prime et que M. Yoon ait à cœur d'améliorer ses relations avec Pékin. Il en est également de même en Chine, où le régime a commencé à infléchir depuis fin 2021 son discours auprès de ses partenaires internationaux pour adopter une attitude plus modérée. Les messages conciliants envoyés par Xi Jinping après l'élection de Yoon et l'appel téléphonique cordial passé entre les deux leaders en furent les premiers signes, tout comme la position relativement commune des deux pays vis-à-vis des provocations nord-coréennes dans la péninsule.

Mais le symbole le plus fort de la volonté de M. Yoon de renforcer les relations avec Pékin est parvenu mi-mai lors de son sommet avec le président américain Joe Biden, seulement une semaine après son investiture. Lors de ce sommet, il a été particulièrement remarqué que les deux chefs d'Etat n'ont pas abordé les deux sujets qui auraient été les plus susceptibles de fâcher Pékin, à savoir le déploiement de nouvelles batteries THAAD, ainsi que l'inclusion de la Corée du Sud au sein du groupe Quad (Etats Unis, Japon, Inde, Australie). Il apparaît donc que le président Yoon a volontairement ménagé Pékin, afin d'essayer de rester en bons termes avec chacune des deux superpuissances. D'autres déclarations des différents ministères au cours des dernières semaines ont aussi insisté sur l'importance des relations entre la Chine et la Corée. Bien qu'il soit encore tôt pour tirer des conclusions, l'attitude pragmatique et réaliste du gouvernement Yoon vis-à-vis de Pékin semble de bon augure pour un rapprochement des deux pays au cours du quinquennat du nouveau président.

Daniel MAYRAN, CCE Séoul

Décryptage

Les enjeux de la puissance normative chinoise

L'influence croissante de la Chine dans la standardisation technique internationale et son programme China Standards 2035 font l'objet de plusieurs études, dont celle publiée en langue anglaise par la Chambre de Commerce de l'Union Européenne sous la plume du chercheur suédois Tim Rühlig. Le rapport reprend, pour évaluer l'impact des standards chinois, un certain nombre d'arguments et exemples concrets de standards, déjà développés par de précédents travaux[1]. Son originalité réside dans un important travail réalisé auprès des entreprises européennes installées en Chine, pour évaluer leur degré d'implication et de participation dans les activités de standardisation du pays.

D'emblée, une clarification sur la typologie des différents standards techniques chinois pouvant exister, en partant des significations étymologique et pratique même du terme, s'impose.

Nature et force normative : la définition du standard technique est un casse-tête chinois

Une confusion courante repose sur des approximations linguistiques entre l'anglais et le chinois (difficile par ailleurs à restituer pour le lecteur francophone) sur les notions voisines de standard et de norme. Les deux concepts se rejoignent dans leur contenu technique strictement entendu : il s'agira, pour l'un et l'autre, d'un document fixant un objectif technique - une hauteur maximale – ou établissant un procédé technologique - un protocole de mesure. L'enjeu porte sur leur valeur incitative ou, au contraire, normative.

Le terme anglais standard provient du vieux mot français « étendard » (estendard, vers 1100), popularisé par les guerriers francophones de Guillaume le Conquérant. Il désigne la bannière royale, signe de ralliement volontaire des chevaliers soumis aux mêmes règles. Au XIVème siècle, la couronne britannique soucieuse d'unification émit une série de mesures de poids et monnaie : les « King's standards » constituent une référence obligatoire consacrée par l'autorité royale, ce qui ancrera durablement dans la langue anglaise l'appartenance du terme au vocabulaire technique (le français attendra le XIXème pour parler de « standard » avec le même sens).

Dans le même temps, le français s'appuie plutôt sur les mots latins de « regula » (la règle) ou de « norma » (la norme) désignant tous deux à l'origine une équerre, instrument de mesure objective, pour traduire l'idée d'un critère technique généralement accepté devenu référence obligatoire. Le mot donnera par la suite le vocable anglais « rule », qui intègre bien le caractère contraignant (mais dépourvu de connotation technique).

L'idée de norme référentielle imposée a donné l'adjectif « normatif » (*normative*), affaibli ensuite de façon différenciée : les anglophones attribuent au terme « norm » un sens incitatif et généralement consensuel, mais dénué de coercition (par exemple, les *social norms*), tandis que le concept français souple de « normalisation » désignant une harmonisation des normes volontaires incitatives par consensus (ce que l'anglais traduit par *standardization* - comme l'atteste la présentation de ses activités par le site de l'AFNOR, dans ses versions anglaises et françaises (2). Au XXème siècle, l'usage anglais a ainsi définitivement consacré le terme « standard » pour tout le champ technique, sans distinction de qualité normative. Le vocable générique « technical standard » (mieux traduit désormais par *norme technique*), recouvre ainsi en anglais des catégories disparates qui comprennent, par ordre décroissant de force obligatoire :

- les règles techniques à valeur normative (normes techniques dites obligatoires) auxquelles s'attache une sanction coercitive en cas de non-respect). D'origine réglementaire pour la plupart, elles sont usuellement connues sous le vocable « regulatory standards » dans les textes normatifs ou la documentation contractuelle des entreprises commerciales en anglais. Cette catégorie procède principalement de considérations de sécurité, de protection du

[1] Seaman, John, *China and the New Geopolitics of Technical Standardization*, Notes de l'IFRI, January 2020;
[2] https://www.afnor.org/le-groupe/qui-sommes-nous/

consommateur ou de l'environnement de la part de la puissance publique régulatrice (souvent organe gouvernemental) qui les émet. Nombre de ces textes sont d'une grande précision technique, et régulent le comportement des acteurs économiques ainsi que la qualité des produits de façon minutieuse. En raison précisément de leur caractère à la fois précis et obligatoire, ce type de normes techniques réglementaires (regulatory technical standards) peut constituer des barrières non tarifaires au commerce, entraînant pour les entrants sur le marché local qu'ils encadrent des coûts d'adaptation parfois importants ;

- les préconisations techniques issues du secteur économique, c'est-à-dire les « standards de l'industrie » ou « standards professionnels) (*industry standards*) qui n'ont pas juridiquement de caractère obligatoire lors de leur élaboration, mais peuvent l'acquérir si leur reconnaissance s'impose, au point que le défaut de respect est considéré comme une faute professionnelle en soi sanctionnable) ;

- enfin les normes non contraignantes ou « normes volontaires » (*voluntary standards*), élaborées sur la base du consensus d'experts (par exemple, ceux que réunit l'ISO). Elles visent à une harmonisation et une interopérabilité des équipements et procédés, ainsi qu'à définir des minima à effet incitatif sur les industriels du secteur concerné.

Le terme chinois *biaozhun* 标准, traduction de *standard*, véhicule la même idée sous-jacente de ralliement volontaire à une mesure objective s'imposant par sa justesse (le caractère 标 signifie, à l'origine, les parties hautes d'un arbre visibles de loin, devenues ensuite les stèles et totems érigés pour marquer l'entrée des allées impériales, tandis que le caractère **准** évoque le niveau plat d'une surface d'eau et plus généralement, la notion d'équilibre). Le lien avec la notion de technologie (*jìshù* : **技术**) n'est que rarement usité en chinois, mais reste sous-entendu dès qu'il s'agit de domaines concernés par la technique.

L'appellation de *guóbiāo* (**国**标), abréviation de *guójiā biāozhǔn* (**国家**标准), désigne le standard technique national en référence à son origine étatique centrale *guójiā*. La dimension contraignante provient de sa source normative: le *guīdìng* (规定 ou règlement). Les *guobiao* communément désignés par l'acronyme « GB » sont donc des standards techniques à force obligatoire, caractéristique de la catégorie anglaise des « mandatory standard » *(normes techniques impératives)* - ce qui contredit l'affirmation par ailleurs erronée que les standards techniques (*technical standards*) seraient tous d'origine ou d'effet volontaire, privé et non-obligatoires.

On peut citer pour exemple le GB 39731-20203, qui encadre les maximas de décharges des eaux polluantes industrielles issues de l'industrie électronique, adoptée le 21 décembre 2020 par, conjointement, deux autorités normatives : le Ministère chinoise de l'écologie et de l'environnement et l'Administration d'Etat pour la Régulation du Marché (*State Administration for Market Regulation* ou SAMR, dont le seul nom démontre bien que les standards qu'elle édicte ont une valeur régulatrice obligatoire). Le GB 39731-2020 impose aux entreprises relevant de l'industrie électronique des limites de rejet d'eau pour un certain nombre de paramètres, dont la demande chimique en oxygène (plafonnée à 100 mg/L).

La catégorie s'étend à la notion de standard (au sens de descriptif technique) d'origine volontaire, sans caractère obligatoire –pour éviter l'ambiguïté, le chinois utilise le terme de *guobiao tuijian* (**国**标推荐) c'est-à-dire, « standard recommandé ». Comme les anglophones pour le « technical standard », les Chinois se réfèrent au *jishu biaozhun* (standard technique) pour désigner une vaste palette de critères et conditions techniques, dont la valeur contraignante devra être précisée au cas par cas (souvent en fonction de l'organisme émetteur, comme dans l'exemple plus haut) pour apprécier sa réelle portée économique et juridique.

[3] https://enviliance.com/regions/east-asia/cn/report_1734

Origine : l'approche « étatico-centriste », une vraie-fausse spécificité chinoise

La classification des standards chinois en fonction de leur émetteur aboutit à des catégories recoupant, peu ou prou, des équivalents européens qui dérivent des différents degrés de contrainte obligatoire attachés aux distinctions vues plus haut. L'étude d'exemples concrets dans chaque type ne fait pas, selon nous, apparaître de véritable spécificité chinoise :

- la règle technique impérative (standard technique émis par les pouvoirs publics régulateurs), s'applique sur tout le territoire soumis au régulateur. Il n'y a pas lieu d'opérer une distinction contestable avec le cas européen, où le standard technique viendrait principalement des acteurs du marché privé, dans une forme de « partenariat public-privé ». En Europe, comme en Chine, les normes techniques réglementaires (regulatory technical standards) encadrant - pour reprendre l'exemple précédent - les rejets d'eau polluée sont bien émises par les pouvoirs publics.
- le standard de l'industrie (*sector industrial* ou *industrial standard*), qui fait également référence au niveau national. On peut citer ici l'exemple des cGMP (*current Good Manufacturing Practices*) chinois de 2010, inspirés par ceux de la FDA nord-américaine, qui encadrent les processus de qualité pour la production des médicaments dans l'industrie pharmaceutique. Les mêmes, avec certaines nuances, existent au sein de l'Union Européenne.
- Le standard local, volontaire et applicable sur une géographie limitée. La structure étatique chinoise comprend un gouvernement central chapeautant des gouvernements provinciaux aux compétences déléguées. Sur un territoire équivalent, l'Union Européenne connaît des Etats-nations aux compétences réservées, en particulier réglementaire (la Commission Européenne pouvant exercer un rôle centralisateur de production de normes/standards techniques), lorsqu'il s'agit de contrôler les effets de produits destinés à circuler sur le marché unique européen. On se souvient de l'épisode d'importations précipitées des masques chirurgicaux fabriqués en Chine, au début de la pandémie de Covid-19 de mars 2020, lorsque les entreprises chinoises ont dû batailler auprès des instances nationales de chaque Etat-membre de l'UE (en fonction du pays importateur, responsable de la vérification de la certification) pour faire reconnaître l'équivalence de la norme chinoise YY 0469-2011 (copiée du standard américain équivalent) au standard technique unique européen EN 14683-2019+AC:2019 pour les équipements de protection personnelle, applicable sur l'intégralité du marché unique. La diversité des normes nationales de chaque pays de l'Union Européenne, et l'absence d'unité des procédures au sein même du marché unique, est d'ailleurs un sujet récurrent de préoccupation des associations professionnelles chinoises ;
- Les deux catégories résiduelles : normes techniques d'associations professionnelles ou d'entreprises. Les degrés de reconnaissance de ces standards sont similaires en Europe, et leur utilisation, par les pouvoirs publics, à titre de référence (par exemple, dans des marchés d'appel d'offre) accroit leur universalité jusqu'à servir de norme établie de fait (de facto standards) qui dépassent la dimension géographique d'un marché concerné. Ces deux catégories tirent leur légitimité - et leur popularité - d'une compétence technique innovante ou technologiquement supérieure reconnues par les pairs, et non d'une volonté étatique.

En Chine comme en Europe ou aux Etats-Unis, l'évolution naturelle des données techniques part d'une définition par la pratique des acteurs industriels, avant que le régulateur ne s'en saisisse éventuellement, pour la traduire (ou s'en inspirer) dans une norme codifiée. Mais le tissu économique en Chine, s'appuyant sur des champions historiquement nationaux du secteur public, présente une plus grande proximité et interaction entre les acteurs industriels et le giron étatique centralisé

L'impact relatif des standards chinois sur la BRI

Le domaine des normes numériques de l'industrie digitale, particulièrement cité par les récentes études, présente un intérêt particulièrement stratégique : d'une part, en raison de la volonté pionnière de la Chine qui s'appuie avant tout sur des investissements massifs pour développer en amont la capacité d'innovation technologique et d'autre part, en raison de la polyvalence du secteur et de sa vocation à pénétrer, à terme, l'ensemble des activités industrielles.

La portée économique et l'enjeu sécuritaire des standards élaborés en Chine dans les domaines du digital doit distinguer entre, d'une part, la contrainte économique subie, par les autres acteurs du marché, du fait de l'utilisation même des technologies en soi et l'existence éventuelle d'alternatives techniques (infrastructures rivales de la 5G, par exemple), et d'autre part, les risques accessoires comme la maîtrise des données du fait du recours à un prestataire proposant la technologie et basé en Chine, en tenant compte des contraintes juridiques qui s'imposent à lui de ce fait et ne sont pas inhérentes aux standards eux-mêmes.

Ce secteur n'est pas représentatif de la problématique des standards techniques pour l'ensemble des entreprises industrielles. L'impact d'influence de ces derniers se trouve en effet limité, de manière transversale, par des facteurs extrinsèques :

- La géographie. Un standard à valeur obligatoire sur le marché chinois (comme la norme de rejet d'eau polluée) se trouvera, par essence, naturellement affaibli sur un territoire extérieur où, détaché du pouvoir réglementaire coercitif du régulateur chinois, il ne conservera qu'une valeur incitative ;
- La qualité de l'offre industrielle sous-tendant le standard. La capacité compétitive de la Chine, en particulier dans les pays de la BRI, s'appuie davantage sur une offre économiquement séduisante (prix attractif et propositions de financement) ou des projets technologiques précurseurs. La Chine cherche d'ailleurs plutôt à promouvoir une harmonisation générale des standards mondiaux, pour niveler la concurrence en limitant ses propres coûts d'adaptation pour valoriser l'attractivité économique de ses industries, par un activisme dans des forums internationaux ou *ad hoc*. On peut interpréter sa proposition d'un forum de standardisation dédié à la BRI comme une volonté de disposer d'une plateforme pour convaincre ces pays de renoncer à des particularismes nationaux ou locaux, issus de leur histoire industrielle (notamment pour le bloc post-soviétique et ses affiliés), au profit des standards internationaux qu'elle s'active par ailleurs à définir.
- Les conditions contractuelles. Si les entreprises chinoises ont pour feuille de route de proposer les standards chinois comme référentiels par défaut, les contrats signés par les consortiums chinois dans les domaines miniers ou ferroviaires réservent généralement les normes contraignantes du pays d'accueil.

Le sujet revêt un aspect technique important qui implique de maîtriser des catégories fondamentalement différentes, mal regroupées sous l'étiquette unique de «standard technique» (*technical standard*), imprécise, qui ne parvient pas à traduire la variété des enjeux normatifs dont découle l'appréciation tant de leur impact réellement contraignant sur les acteurs de marché que de l'intention plus ou moins consensuelle de l'émetteur.

Laure DERON, CCE Paris

Technologies

Internet des Objets : vers un monde connecté à la chinoise ?

Alors qu'en 2010 Ericsson prévoyait 50 milliards d'objets connectés d'ici 2020, la Chine à elle seule prévoit maintenant 300 milliards d'objets connectés en 2025. L'Internet des objets (IoT) en Chine a connu un essor fulgurant grâce aux nombreux grands projets d'infrastructure et l'incitation gouvernementale dans cadre du plan « Made in China 2025 ». L'IoT en Chine est un domaine classé stratégique et complémentaire d'autres technologies telles que l'intelligence artificielle (IA) qui nécessite des données labélisées cruciales pour améliorer ses performances que l'IoT collecte nativement. Enfin, la transformation digitale incite à l'utilisation de l'IoT qui apporte trois bénéfices : optimisation des coûts d'opération, amélioration de la satisfaction des clients et création de nouvelles sources de revenus sous le modèle Software as a Service (SaaS).

L'écosystème IoT reste complexe et se segmente en deux blocs technologiques : la collecte de données grâce à des réseaux sans fil et le traitement des données sur des plateformes cloud. La position de la Chine se résume de la manière suivante :

5G et NBIOT : les technologies dominantes de l'IoT en Chine

Les deux technologies sans fil les plus répandues dans l'IoT sont celles de la radio courte portée telles que le Bluetooth, le wifi, le Zigbee et Z-wave, et la radio longue portée qui utilise les réseaux cellulaires publics. Ceux-ci comptaient déjà un milliard de connexions en 2020 sur l'ensemble de la Chine. Les opérateurs cellulaires China Unicom et China Mobile sont dominants avec China Mobile en tête comptant plus de 500 millions de connexions cellulaires. La 5G chinoise a quant à elle été l'une des premières dans le monde et devrait atteindre 900 millions d'abonnés d'ici 2025. Ce réseau très haut débit avec une faible latence permet de nouveaux cas d'usages tels que l'analyse vidéo en temps réel et la voiture autonome. Le standard NBIoT permet quant à lui le déploiement d'objets à très faible consommation d'énergie et faible débit. Il est particulièrement adapté aux capteurs connectés à fortes autonomies jusqu'à dix ans.

Alibaba cloud : l'acteur incontournable des déploiements en Chine

Le traitement des données IoT se fait par des plateformes cloud dédiées en modèle SaaS. Le grand vainqueur et acteur incontournable pour tout déploiement en Chine est Alibaba cloud. Les données IoT étant stratégiques, elles doivent rester dans le pays, sous le contrôle du gouvernement. La plateforme Alibaba Cloud propose une quantité importante de fonctionnalités qui rendent d'autant plus facile et rapide la création de solutions complètes IoT. La suite logicielle d'Alibaba cloud qui analyse les données est très utilisée tandis que la plateforme Big Data, IA/Machine Learning est disponible à des prix rendant impossible toute concurrence avec les acteurs principaux que sont Microsoft Azure et Amazone Web Services (AWS). AliCloud est disponible à travers le monde au même titre que AWS et Microsoft Azure sans restriction spécifique d'utilisation et se focalise d'abord sur ses marchés plus proches géographiquement tel que l'Asie-Pacifique où ils sont numéro un tandis qu'Alibaba Cloud a déjà atteint la place de numéro trois mondial.

Les grands projets chinois ouvrent des opportunités aux exportateurs

Les déploiements IoT sont importants et la taille du marché chinois devrait atteindre 300 milliards de connexions en 2025. Les applications-clefs qui vont permettre d'atteindre ces chiffres astronomiques sont les projets de villes intelligentes (Smart city), d'infrastructures de transport (ITS) et de réseaux électriques intelligents (Smart Grid) qui créent une opportunité majeure pour les exportateurs. À eux seuls, les projets de renouvellements des connexions cellulaires représentent 78M de points par an selon les études de Berg Insight. Un des projets phares qui illustre le mieux l'aspect gigantesque et stratégique de l'IoT en Chine est le projet Star net : un réseau de caméras connectées estimées à 700 millions d'unités, capables de scanner l'ensemble de la population chinoise en quelques secondes, d'identifier et de retrouver toute personne en Chine en moins de 7 minutes.

Quelques fabricants d'IoT chinois dominants

Les fabricants chinois ont un positionnement d'OEM/ODM et peu de marques fortes sont présentes à l'étranger, à part dans certains domaines où ils sont incontournables. Ainsi les fabricants de caméras connectées tels que Hikvision ou Dahua Technology représentent près de 60 % des ventes mondiales. Hikvision a établi une présence réellement mondiale et vend ses produits dans plus de 150 pays ; même pour des projets sensibles tel que la surveillance de la ville de Londres où plus d'un million de caméras sont installées. Dahua Technology quant à elle réalise plus de 40% de son chiffre d'affaires à l'export non seulement sur la vente de produits mais aussi de solutions complètes pour la surveillance de villes en Argentine, Bolivie, Brésil en Amérique et en Italie et Roumanie pour l'Europe.

Les fabricants chinois de modules de communication 4G, 5G, et NBIoT détiennent un monopole. Le vainqueur toutes catégories est Quectel qui réalise 1,6 milliard USD de revenus au niveau mondial et est listé sur les marchés financiers de Shanghai. En douze ans, Quectel est devenu le premier fabricant mondial de modules cellulaires s'imposant devant les géants tels que Huawei et ses concurrents étrangers comme Thalès, Sierra Wireless et Ublox. Quectel s'est d'abord imposé en Asie puis en Europe et finalement en Amérique en créant une filiale américaine capable de répondre aux exigences de projets gouvernementaux. Quectel est maintenant le cinquième client du leader mondial de semi-conducteur Qualcomm et vainqueur incontestable sur ce marché. Les autres acteurs chinois notables sont Unisoc et Fibocom qui portent à 80 % la part de marché des sociétés chinoises dans le domaine des modules de communication.

Peu de rapprochement stratégique dans l'IoT malgré un manque de savoir-faire métiers

Les rapprochements stratégiques, fusion-acquisition, joint-ventures, dans le domaine de l'IoT sont rares. Le fabricant de modules cellulaires Fibocom fait office d'exception, ce dernier ayant reçu une prise de participation d'Intel. Ce manque de rapprochement s'explique par les aspects de souveraineté que soulèvent l'IoT et l'accélération récente des tensions Chine-USA., laquelle provoque une course pour la maîtrise des cœurs de technologie comme l'illustre le secteur du semi-conducteur. La tendance géopolitique est donc à l'indépendance technologique sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Les opportunités résident dans la fourniture de solutions de niches nécessitant des expertises métier qui manquent en Chine dans des secteurs stratégiques comme la green tech et/ou la smart city. La réalisation d'une solution locale nécessitera des investissements conséquents pour localiser les briques technologiques avec des fournisseurs chinois.

Conclusion

L'IoT en Chine est en avance en comparaison du reste du monde, tant au niveau des réseaux de communication 5G et NBIoT, que par l'ampleur des projets qui représentent une opportunité à la taille du pays. Les 300 milliards d'objets connectés prévus d'ici 2025 sont un objectif ambitieux mais possible compte tenu de la priorité donnée par le gouvernement aux projets IoT ! Les projets de smart city, smart grid smart building sont nombreux et dominés par les acteurs locaux. Les enjeux de souveraineté qu'implique l'IoT en Chine nécessiteront des investissements conséquents pour adresser le marché chinois et un partage complet des données avec le gouvernement.

La géopolitique actuelle de tension USA-Chine rend difficile l'accès au marché et obligatoire l'utilisation des technologies chinoises. Les opportunités résident dans l'apport de compétences métier manquant à la Chine dans les secteurs-clefs.

L'IoT va être un facteur d'accélération majeur d'autres domaines tels que l'intelligence artificielle qui démontre déjà des performances ne laissant pas insensibles. L'écrivain Noah Yuval Harari dans son livre *Homo Deus* parle d'Internet Of Everything moteur de l'intelligence artificielle qui pourrait provoquer des risques sociétaux majeurs qui devront être maîtrisés par le gouvernement chinois avec une bonne réglementation.

Xavier Dupont, CCE Lyon

ALIBABA CLOUD
Un accompagnement des acteurs internationaux
pour la nouvelle ère numérique

Origine, création et fonction d'ALIBABA CLOUD

ALIBABA CLOUD, aussi appelé ALIYUN en Chine, est la filiale d'ALIBABA GROUP spécialisée dans le cloud computing (utilisation de la mémoire et des capacités de calcul des ordinateurs et des serveurs répartis dans le monde et liés par un réseau) **et la data intelligence** (exploration, analyse et compréhension des données). Fondé en 2009 à Hangzhou, ALIBABA CLOUD propose désormais une large gamme de produits et services sur les bases de données, la sécurité des réseaux, le Big Data, la gestion de sites web ou les services média. Ses opérations internationales sont basées à Singapour.

ALIBABA CLOUD, un des socles technologiques du groupe ALIBABA, a d'abord été conçu pour répondre aux intérêts de la maison mère. Depuis 2009, le « Tmall Double 11 Global Shopping Festival » (11.11) d'ALIBABA, est un laboratoire d'expérimentation pour ALIBABA CLOUD avec un chiffre d'affaires de 84,54 milliards de dollars en 2021 et plus de 500 000 commandes par seconde. Grâce à l'expérience acquise par ALIBABA dans le e-commerce, la finance, la logistique ou les médias, ALIBABA CLOUD a proposé dès 2011 son « cloud infrastructure » et ses solutions innovantes au marché public en Chine. Depuis, la société développe des solutions pour les entreprises du monde entier (reconnaissance faciale, Image Search, Intelligent Service Robot etc) leur permettant d'améliorer leur expérience client.

Des services qui s'internationalisent rapidement grâce à un premier succès en Asie

Le premier marché gigantesque d'ALIBABA CLOUD reste la Chine, avec en mars 2021 son premier service de stockage destiné au grand public chinois : Alibaba Cloud Disk. La concurrence des autres grands acteurs du numérique en Chine, et notamment du Netdisk lancé par BAIDU en 2012, reste un défi. Cependant, la bien plus grande capacité de stockage d'ALIBABA CLOUD lui permet de s'imposer en fédérant 40 millions d'utilisateurs de son nouveau cloud personnel. Autre exemple dans l'urbanisme du futur, ALIBABA CLOUD est devenue la première société de cloud computing à passer l'évaluation des exigences de capacité technique pour le fonctionnement de la ville intelligente (ou smart city), tel que dans la ville de Chengdu.

Néanmoins, le géant chinois du cloud rencontre quelques difficultés sur le marché national et ses relations avec le gouvernement chinois se sont tendues, notamment après la tentative d'entrée en bourse d'ALIPAY en 2020. Contrairement à HUAWEI ou CHINA TELECOM, ALIBABA CLOUD et ses partenaires sont mis de côté du financement gouvernemental chinois de 1400 milliards de dollars pour la mise au point d'une infrastructure cloud pour les banques, les usines et les institutions publiques. Même en dominant le segment Infrastructure-as-a-Service (IaaS) en Chine (3ème mondial), les parts d'ALIBABA CLOUD reculent. En décembre 2021, le ministère chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) a même suspendu ses relations avec ALIBABA CLOUD en Chine car cette dernière ne lui a pas signalé assez rapidement une faille logicielle.

En tant que l'un des leaders les plus ambitieux du secteur numérique, ALIBABA CLOUD a donc travaillé au déploiement de sa stratégie de technologie *cloud* mondiale. 2014 a marqué l'entrée d'ALIBABA CLOUD, leader en Chine, sur le marché international avec le premier centre de services de données à l'étranger, en Californie. Aujourd'hui, ALIBABA CLOUD exploite 84 centres de données dans 27 régions en dehors de la Chine. Selon le GARTNER Global IT Services Report 2021, ALIBABA CLOUD est leader de services d'infrastructure cloud en Asie-Pacifique avec une part de marché de 19,6 %. C'est un réel atout, contrairement à ses concurrents étrangers, permettant à ALIBABA CLOUD de soutenir ses clients dans leur développement en Chine et en Asie grâce à l'écosystème ALIBABA et ses 10 millions de marchands.

De plus larges investissements nécessaires à l'étranger

A l'échelle mondiale, même si ALIBABA CLOUD (5,6 milliards USD de chiffre d'affaires global) **reste largement devancée par ses concurrents américains -MICROSOFT** (44 milliards), **AMAZON WEB SERVICES** (35 milliards) **et GOOGLE CLOUD** (10 milliards) **-, la société multiplie les investissements et mise sur la réduction des coûts d'exploitation informatique et l'analyse avancée des données**. Dès 2018, ALIBABA CLOUD s'étend en Europe et aux Etats-Unis grâce à 8 produits adaptés au marché international. En avril 2020, elle investit 28 milliards USD sur trois ans pour les infrastructures et applications cloud. Ces stratégies, pensées pour les besoins mondiaux en matière de stockage de données, s'élèveront à 175 zettaoctets d'ici 2025 (quantité de données de 7000 milliards d'ordinateurs portables).

Depuis le lancement de son premier centre de données européen à Francfort en 2016, ALIBABA CLOUD a constitué des équipes locales en Allemagne, au Royaume-Uni, en France et dans d'autres pays en Europe, avec désormais cinq centres de données en Europe, et s'est adaptée aux réglementations locales et aux normes de conformité des services cloud d'intelligence artificielle. SCHNEIDER ELECTRIC ou SIEMENS, utilisent désormais les services d'ALIBABA CLOUD. En outre, la société chinoise développe son offre de produits de cloud computing, d'une part pour servir les entreprises européennes, et d'autre part pour fournir un soutien en matière de technologie cloud aux entreprises chinoises qui souhaitent s'installer en Europe.

ALIBABA CLOUD bénéficie aussi d'une forte visibilité mondiale grâce au cloud public sécurisé proposé à l'Olympic Broadcasting Services (OBS) lors des derniers Jeux olympiques de Tokyo (2020) et de Pékin (2022). Cette collaboration, dessinée dès 2017, sera menée jusqu'en 2028 dans le cadre du partenariat avec l'unité en charge de la diffusion des images du Comité international olympique, permettant à plus de 20 diffuseurs dans le monde d'accéder aux images en direct et en haute qualité pour un coût très limité et un temps d'installation très court.

Une technologie *cloud* verte au service d'une économie mondiale à faible émission de carbone

ALIBABA CLOUD s'engage à innover dans le domaine des technologies vertes et à partager avec ses concurrents une importante partie de sa propriété intellectuelle sur la durabilité. ALIBABA CLOUD a rejoint le Low Carbon Patent Pledge (LCPP) lancé par MICROSOFT et META en avril 2022 pour fournir des brevets sur les technologies à faible émission de carbone et des informations sur les centres de données verts. ALIBABA CLOUD s'est engagé de faire fonctionner ses centres de données mondiaux entièrement à l'aide d'énergie propre d'ici 2030.

ALIBABA CLOUD lance en 2022 une solution concrète de mesure, analyse et gestion de l'empreinte carbone des activités commerciales pour aider ses clients à atteindre la neutralité carbone. Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) devenant de plus en plus intégrés à la responsabilité sociale des entreprises à mesure de leur croissance, ALIBABA CLOUD a lancé le 30 juin 2022 sa plateforme cloud computing de mesure de la durabilité : Energy Expert.

Sybille Dubois-Fontaine CCE Paris,
Comité France Chine

Sources

关于阿里云 - 全速重构 (alibabacloud.com)

下载免费白皮书，助您企业成功 - 阿里云 (alibabacloud.com)

阿里云启用第三座德国数据中心 海外市场规模快速扩大_央广网 (cnr.cn)

Alibaba Cloud Launches Carbon Management Solution - Energy Expert (yahoo.com)

Alibaba joins Meta, Microsoft to share low-carbon technology patents on Earth Day | South China Morning Post (scmp.com)

核心游戏技术服务-阿里云 (alibabacloud.com)

阿里云城市大脑首家通过中国信通院技术能力评估__财经头条 (sina.com.cn)

成都市城市运行云正式运营，引入阿里云全栈云原生AI能力。__财经头条 (sina.com.cn)

阿里云推出碳管理解决方案 - 能源专家 (yahoo.com)

https://www.ryt9.com/en/prg/259663

为地球减碳1亿吨，阿里云低碳科技加速器发布|阿里云|低碳|阿里巴巴_新浪新闻 (sina.com.cn)

https://www.silicon.fr/alibaba-cloud-poursuit-ascension-340273.html

https://www.lebigdata.fr/alibaba-quatrieme-marche-cloud#:~:text=Le%20g%C3%A9ant%20chinois%20s'est,et%20le%20renomme%20Alibaba%20Cloud.

https://www.zdnet.fr/actualites/zd-tech-comment-la-chine-a-tue-le-cloud-d-alibaba-39940765.htm

https://cloud-computing.developpez.com/actu/334343/Alibaba-Cloud-defie-AWS-en-annoncant-sa-propre-smartNIC-personnalisee-un-accelerateur-qui-devrait-augmenter-les-performances-de-calcul-des-applications-d-IA-et-de-big-data-jusqu-a-30-pourcent/

https://www.lemagit.fr/actualites/252513614/Alibaba-Cloud-lautre-champion-des-JO-dhiver

https://www.alibabacloud.com/blog/an-introduction-to-alibaba-cloud-a-whitepaper-on-what-is-alibaba-cloud-all-about_598105

https://converteo.com/blog/comment-alibaba-cloud-se-fait-il-une-place-sur-le-marche-francais-du-cloud-computing/

Brèves politico-économiques

- Au mois de juin 2022, le média Caixin indique l'atteinte d'un pic pour l'indice PMI des services en Chine (54,5 contre 41,4 le mois précédent) depuis juillet 2021. Un sous-indice concernant les nouvelles commandes a atteint son point le plus haut depuis le début de l'année (52,4). Pour rappel, l'indice PMI (Purchasing Manager's Index) ou indice des directeurs d'achat indique l'état économique d'un secteur : un indice supérieur à 50 montre une croissance, inférieur à 50 une décroissance. Lorsque le PMI est à 50, le secteur n'a pas évolué par rapport au mois précédent. (05/07/2022, Usine Nouvelle)

- Les informations encourageantes concernant l'évolution de l'épidémie de Covid-19 en Chine, ont abouti à une hausse des marchés financiers européens qui n'ont pas suivi la tendance baissière de Wall Street. La République Populaire de Chine a en effet annoncé la réduction à 7 jours en centre de la quarantaine imposée aux voyageurs entrant sur le territoire depuis l'étranger. L'évolution du nombre de contaminations locales dans les métropoles de Pékin et Shanghai est également en baisse. Les secteurs de l'énergie et des matières premières en Europe, par exemple, ont fini en hausse sur les marchés boursiers notamment grâce à la reprise de la demande en Chine. (28/06/2022, Usine Nouvelle)

Contrats et partenariats

- Le choix de la société AEROPORTS DE BRETAGNE OUEST du géant chinois NUNTECH pour le contrôle des bagages en soute des aéroports de Brest et de Quimper est pointé du doigt pour la proximité de l'entreprise avec le complexe militaro-industriel chinois. NUNTECH est un des leaders mondiaux de l'équipement de sécurité high-tech et acquiert de plus en plus de marchés chaque année : la société opère également dans les aéroports de Bordeaux et de Toulouse. La sécurité aérienne, et a fortiori le contrôle des frontières et des bagages, est une activité stratégique et hautement sensible. Certains experts appellent au principe de précaution, comme ce qui a été fait pour HUAWEI. Le fait que NUNTECH propose des prix très en-dessous de la concurrence, et que son implantation corresponde à celle des activités aéronautiques et spatiales de défense interroge : Brest est par exemple le premier site pour la défense en France (base navale, base des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, Naval Group, Thales, etc.). Les données personnelles des passagers, de vols, de fret ainsi que des informations commerciales précieuses pourraient être accessibles pour cet acteur proche de l'Etat chinois. (02/07/2022, Le Télégramme)

- AIRBUS a décroché un contrat majeur : le groupe aéronautique français a dévoilé une commande d'avions massive de la part de quatre compagnies aériennes chinoises : AIR CHINA, CHINA EASTERN, CHINA SOUTHERN ET SHENZHEN AIRLINES. 292 appareils A320 seront ainsi vendus à la Chine alors qu'elle n'en avait plus acheté à AIRBUS depuis 2019. (01/07/2022)

- PEUGEOT souhaite se différencier sur le marché des SUV et monter en gamme en lançant son nouveau modèle 408 qui sera produit dans l'usine STELLANTIS de Mulhouse. La marque française compte bien faire de cette nouvelle voiture, entre berline et SUV, un véhicule pour le marché mondial afin d'accroître sa présence à l'étranger, notamment en Chine. Une version réservée au marché chinois verra le jour sous le nom de « 408X » en 2023. Elle sera produite par le groupe chinois DONGFENG à Chengdu. Ce modèle adapté à la clientèle chinoise sera équité d'un système info-divertissement au contraire des modèles destinés au marché européen. (22/06/2022, La Tribune et Usine Nouvelle)

Implantations et investissements croisés

- Le groupe chinois MINTH, créé en 1992 et implanté dans le Zhejiang, crée une coentreprise avec le français RENAULT pour la production de bacs de batteries, des pièces en aluminium dans lesquelles sont insérées les batteries, dans la région du Pas-de-Calais. Deux lignes de production seront installées au sein du site d'ElectriCity de RENAULT à Ruitz d'ici 2023 pour atteindre une production annuelle avoisinant les 300 000 bacs d'ici 2025. Ces bacs de batterie équiperont la prochaine voiture électrique de la marque française : la Renault 5. (20/06/2022, Usine Nouvelle).

- L'Agence de Développement et d'Attractivité des territoires du Val-d'Oise (CEEVO) a accueilli à Cergy le dirigeant de la société chinoise HIMARK AERO TECH, implantée à Zhuhai, afin de discuter des opportunités possibles pour l'entreprise dans le département. HIMARK AERO TECH est spécialisée dans la conception la fabrication et la distribution de moteurs électriques destinés par exemple à certains drones. Elle souhaite s'implanter en Europe pour y distribuer davantage de ses produits. Des possibilités de développement ont été identifiées dans le domaine des drones et des eVTOL, dans le cadre des nouvelles activités liées à la Mobilité Aérienne Urbaine (UAM). La question de l'adaptation technique des produits de la société chinoise aux normes européennes et l'identification de partenaires commerciaux pour leur distribution et le service après-vente furent deux points discutés lors de la rencontre. (17/06/2022, site internet du CEEVO)

Autres initiatives de coopération

- L'équipe chinoise masculine de volleyball pourrait s'entraîner en France pour préparer les Jeux olympiques de Paris 2024. Ce projet, une initiative émanant de la Fédération française de volleyball, permettrait d'obtenir des financements et une meilleure visibilité internationale du volley professionnel français. L'accord de principe des patrons de clubs du championnat de France masculin a déjà été donné au président de la Ligue nationale. Le ministère des Sports doit donner son accord très prochainement pour permettre au 17ème mondial au classement de la Fédération internationale d'être accueilli au sein du championnat de France de Ligue A. Un contrat de 2 ans a été proposé par la Fédération chinoise pour un montant de 1,3 million d'euro par saison et une diffusion des matchs à la télévision chinoise. Certaines conditions restent cependant à trancher (participation aux play-offs en cas de qualification de la Chine, localisation d'une salle aux normes dans une ville disposant d'un aéroport pour l'entraînement de l'équipe). (06/07/2022, BFM avec RMC Sport)

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

suivies par Paul Clerc-Renaud

Macro-économie/Contexte général

- **Les autorités chinoises reviennent aux investissements dans les infrastructures**, qui étaient auparavant le moteur de la croissance, pour stimuler la croissance dans un contexte de politique du zéro covid et de ralentissement économique en 2022. BBVA Research, 05/07/2022

- **Selon un rapport publié par la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine, 23 % des entreprises ayant répondu à l'enquête envisagent de déplacer leurs investissements actuels ou prévus hors de Chine**. L'enquête a été menée à la fin du mois d'avril, alors que Shanghai était encore fermée. Bloomberg, 20/06/2022

BRI

- **Singapour a l'intention de rejoindre le nouveau cadre économique indopacifique dirigé par les États-Unis tout en soutenant l'entrée de la Chine dans un pacte multilatéral de libre-échange qui n'inclut pas actuellement l'Amérique**, a déclaré le Premier ministre Lee Hsien Loong à Nikkei dans une interview exclusive. Nikkei, 23/05/2022

- **Les îles Samoa signent un accord bilatéral avec la Chine dans le cadre de l'offensive de Pékin dans le Pacifique**. Peu de détails ont été publiés, hormis des promesses de soutien aux infrastructures, alors que les Occidentaux craignent que la Chine ne cherche à étendre sa présence sécuritaire dans la région. The Guardian, 28/05/2022

- **Depuis l'invasion de l'Ukraine par Moscou en février, les gouvernements d'Asie centrale ont cherché à limiter leur dépendance à l'égard de la Russie et à faire face aux retombées économiques des sanctions économiques** que la guerre du Kremlin a entraînées dans leur région. Pour la Chine et la Turquie - deux puissances ayant des liens de longue date avec l'Asie centrale, mais d'ampleur différente - cela a ouvert la porte à de nouvelles opportunités, les dirigeants de la région réévaluant leurs jeux d'équilibre entre les différentes puissances mondiales. Radio Free Europe, 12/06/2022

- **La Chine a pressé le vendredi 17 juin, le Fonds monétaire international (FMI) d'approuver et de décaisser « rapidement » un plan de sauvetage de 1,4 milliard de dollars en faveur de la Zambie**, alors que le comité officiel de créanciers n'avait pas encore avalisé un plan de restructuration de la dette de ce pays d'Afrique australe qui avait fait défaut en novembre 2020. Ecofin, 20/06/2022

- **La Chine ouvre une route maritime directe avec le Soudan** : un navire cargo parti du Soudan le 11 juin a rallié le port chinois de Qingdao pour inaugurer la 1ère ligne maritime directe entre les deux pays. Pour Pékin qui a rallié le Soudan à son projet BRI, l'objectif est de doper les échanges avec Khartoum. Ecofin, 28/06/2022

- **La hausse des prix du pétrole aide l'Angola à rembourser ses dettes aux banques chinoises.** Le deuxième plus grand producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne accélère les remboursements bien avant la fin prévue du moratoire de trois ans sur la dette. Le pays a emprunté 42,6 milliards de dollars, soit environ un tiers du total des prêts accordés par la Chine aux pays africains entre 2000 et 2020. SCMP, 27/06/2022

Relations internationales

- **Le Cambodge et la Chine ont inauguré la rénovation et l'agrandissement de la base navale de Ream,** dont les États-Unis craignent qu'elle soit destinée à un usage militaire chinois. Figaro, 23/06/2022

- **Le président chinois Xi Jinping a accueilli le 14e sommet des BRICS** à Beijing par vidéo le 23 juin 2022. Il a appelé les BRICS à former « une grande famille pour rejeter les petits cercles ». Xi a déclaré : "Nous devons défendre l'équité et la justice. Nous devons encourager la communauté internationale à pratiquer un véritable multilatéralisme et à défendre le système international avec l'ONU en son cœur et l'ordre international sous-tendu par le droit international, et exhorter le monde à rejeter la mentalité de la guerre froide et la confrontation des blocs, à s'opposer aux sanctions unilatérales et à l'abus des sanctions, et à rejeter les petits cercles construits autour de l'hégémonie en formant une grande famille appartenant à une communauté avec un avenir partagé pour l'humanité." Il a également indiqué que "certains pays recherchent aujourd'hui une sécurité absolue via l'expansion des alliances militaires pour forcer les autres pays à prendre parti et créer une confrontation en bloc, pour négliger les intérêts et les droits des autres pays et rechercher la suprématie. Global Times, 24/06/2022

- **Les chefs d'Etat et de gouvernement du G7 ont présenté des plans détaillés de l'initiative Partnership for Global Infrastructure and Investment (PGII), visant à mobiliser 600 milliards de dollars de financement pour les pays en voie de développement, dans le but de contrer le plan BRI de la Chine**. La Maison Blanche a déclaré que ces investissements se concentreront sur quatre domaines clés, notamment les infrastructures et les sources d'énergie résilientes au climat, les communications sécurisées, les projets faisant progresser l'égalité des sexes et les soins de santé. Parmi les initiatives mises en avant figurent un projet d'énergie solaire en Angola, une usine de fabrication de vaccins au Sénégal et un câble de télécommunications sous-marin de 1 609 km reliant Singapour à la France via l'Egypte et la Corne de l'Afrique. The Diplomat, 01/07/2022

Propriété intellectuelle

- **La Chine publie un plan pour protéger les droits de propriété intellectuelle**. Selon ce plan, la Chine devrait connaître des améliorations importantes dans sa capacité de gestion des DPI d'ici 2025. D'ici là, les DPI deviendront un moteur puissant du développement économique et social de haute qualité de la Chine, est-il indiqué. Le plan liste les tâches pour renforcer la protection des DPI, améliorer l'efficacité de transformation des DPI en résultats tangibles, développer davantage les services, faciliter la coopération internationale, ainsi que promouvoir la formation du personnel et créer un environnement socioculturel favorable. En vue de mesurer la réussite de ces objectifs, le plan met en avant huit critères, dont "le nombre de brevets de haute valeur détenus pour 10.000 personnes". Xinhua, 23/06/2022

Métaux rares

- **Le plus grand producteur chinois de composés de lithium, Ganfeng Lithium Co Ltd, a déclaré lundi qu'il allait acheter la société Lithea Inc.,** pour un montant pouvant aller

jusqu'à 962 millions de dollars. La société privée Lithea possède des droits sur deux lacs salés de lithium dans la province argentine de Salta, riche en minéraux. Financial Times, 11/07/2022

- Selon l'agence Ecofin, **le leader chinois des voitures électriques BYD, basé à Shenzhen, négocie l'achat de 6 mines de lithium en Afrique**, principalement au Zimbabwe qui détient les plus grandes réserves de lithium d'Afrique, les cinquièmes au monde, avec sa province de Masvingo abritant la mine Bikita – site du plus grand gisement connu de ce métal au monde avec environ 11 millions de tonnes. Les ressources des six gisements devraient permettre au groupe BYD de fabriquer 27,78 millions de batteries, et de couvrir ses besoins en carbonate de lithium, durant les dix prochaines années. Le constructeur automobile chinois BYD cherche à sécuriser ses approvisionnements en minéraux clés pour la fabrication de batteries destinées aux véhicules électriques. 03/06/2022.

- « Entre le début de 2021 et mai 2022, les prix du lithium ont plus que sept fois augmenté et les prix du cobalt ont plus que doublé. Les prix du nickel ont presque doublé au cours de la même période, atteignant des niveaux jamais vus depuis près d'une décennie », a déclaré l'Agence internationale de l'Energie dans le Perspectives mondiales des véhicules électriques 2022.

Commerce international

- **Apple transfère une partie de sa production d'iPad de Chine vers le Vietnam**, selon Nikkei Asia. La politique sanitaire restrictive du pays, avec le confinement de Shanghaï, a été un vrai poids pour la marque à la pomme qui veut anticiper de futurs problèmes d'approvisionnement. L'iPad deviendrait le deuxième appareil de la marque à la pomme à être le plus produit dans le pays d'Asie du Sud-Est, après les AirPods. 03/06/2022

- **Les États-Unis sont désormais le premier partenaire commercial de l'Inde, au cours de l'exercice 2021-22, dépassant la Chine**. Au cours de l'exercice clos en mars 2022, le commerce bilatéral entre les États-Unis et l'Inde s'est élevé à 119,42 milliards USD (9,25 milliards INR), contre 80,51 milliards USD l'année précédente, selon le ministère indien du commerce. Pour la Chine, le chiffre s'élevait à 115,42 milliards USD au cours de la même période. Les exportations vers les États-Unis ont augmenté à 76,11 milliards USD au cours de la période considérée, tandis que les importations ont augmenté à 43,31 milliards USD. Les États-Unis font partie des rares pays avec lesquels l'Inde a un excédent commercial. Ces dernières années, l'Inde a réduit sa dépendance économique vis-à-vis de la Chine en concluant des accords commerciaux multilatéraux. Cette évolution a fait suite à plusieurs différends entre les deux pays, qui ont donné lieu à de nombreux appels au boycott commercial de la Chine. Selon un récent rapport de la SBI, l'Inde peut ajouter jusqu'à 20 milliards de dollars à son PIB si elle réduit de moitié sa dépendance à l'égard de la Chine. **Pour rappel, la région indopacifique, qui s'étend entre les océans Pacifique et Indien, représente plus de 60 % du PIB mondial et près de 50 % du commerce mondial de marchandises**. Par le biais de l'IPEF, les États-Unis tentent de contester l'attrait de la Chine en tant que partenaire commercial et d'investissement dans cette région. Quartz India, 30/05/2022.

Ferroviaire

- **COSCO Shipping Lines Romania étudie de près la possibilité de lancer un service de train de conteneurs entre le port grec du Pirée et les terminaux roumains**. Il s'agit d'une réponse à l'encombrement du port de Constanta, qui reçoit la majeure partie des volumes du corridor médian en route vers l'Europe. Un service ferroviaire à destination et en provenance

du Pirée permettrait de rationaliser le trafic de conteneurs, a expliqué Cătălin Petre, directeur général adjoint de COSCO Shipping Lines Roumanie. Railfreight, 25/05/2022

- **L'intérêt massif pour la route commerciale entre l'Europe et la Chine, qui traverse le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, découle de l'effondrement du trafic le long du corridor nord à travers la Russie, à la suite de l'invasion de l'Ukraine**. En ouvrant la conférence, l'eurodéputé Bogusław Liberadzki, de la commission des transports du Parlement européen, a parlé de la nécessité de trouver des solutions qui ne bloqueront pas le commerce de l'Union européenne. Le vice-président des chemins de fer kazakhs, Yerlan Koishibayev, a déclaré que l'enclavement était en fait un avantage concurrentiel, en raison des connexions avec d'autres pays. Il a déclaré que le trafic de conteneurs sur les trains kazakhs augmentait rapidement pour répondre aux exigences de l'Europe et de la Chine. De nouvelles lignes ferroviaires sont en cours de construction et les lignes existantes sont électrifiées afin d'encourager l'utilisation du moyen de transport le plus écologique. Eureporter, 16/06/2022

- **Le chemin de fer Iran-Afghanistan de nouveau à l'ordre du jour** : Les deux responsables d'Iran Railways (RAI) et d'Afghanistan Railways se sont rencontrés pour discuter des moyens de reprendre le lancement de la ligne ferroviaire Khaf-Herat. Cette route prévue s'étendrait sur la frontière occidentale de l'Afghanistan jusqu'à la ville industrielle de Herat et contribuerait à la reconstruction et au développement de l'Afghanistan. L'Iran a déjà construit une zone de libre-échange et de transformation de son côté de la frontière, à Khaf. 15 juin 2022, Silk Road Briefing.

Maritime

- **Les pays nordiques peuvent-ils se connecter à la Chine via la route de la soie, avec la Grèce comme point de transit ?** C'est possible, affirme Nordicon, une société qui gère un nouveau service multimodal entre Yantian, en Chine, et la Scandinavie via le port du Pirée en Grèce. Railfreight, 24/06/2022

Automobile

- **La Chine a annoncé une vaste opération afin que 26 constructeurs automobiles créent des incitations pour que les habitants des zones rurales de Chine achètent des voitures électriques**, dans le but de relancer les ventes de voitures en baisse après qu'une vague de confinements liés au coronavirus ait frappé l'économie du pays. Technode, 26/05/2022

- **Le constructeur chinois BYD a détrôné mardi Volkswagen et est devenu le troisième constructeur automobile mondial en termes de capitalisation boursière**. Cette étape importante est survenue au même moment où le constructeur automobile chinois a également annoncé son intention de fournir des batteries à Tesla. Technode 08/06/2022

- **BYD, le groupe automobile chinois soutenu par Berkshire Hathaway (Warren Buffett), a détrôné Tesla (Elon Musk) en tant que premier producteur mondial de véhicules électriques** en termes de ventes, ce qui témoigne de la domination croissante de la Chine dans ce secteur, rapporte le Financial Times. 05/05/2022

Aéronautique

- **Safran Electrical & Power, leader mondial des systèmes électriques aéronautiques, et TCab Tech, leader de la fabrication d'aéronefs électriques à décollage et atterrissage vertical (eVTOL) en Chine, ont annoncé la signature d'un accord de coopération** pour

équiper l'eVTOL 100 % électrique E20 de moteurs électriques intelligents ENGINeUS™. La certification chinoise de cet appareil par la CAAC (*Civil Aviation Administration of China*) est attendue d'ici 2025. Safran Group, 31/05/2022

- **La Chine peut-elle sauver son secteur de l'aviation, touché par le coronavirus, d'une chute vertigineuse, alors que les États-Unis et l'Europe se redressent ?** Dans le cadre d'un nouveau plan de relance dévoilé par Pékin la semaine dernière, les compagnies aériennes recevront une aide importante du gouvernement central, sous forme de prêts et de subventions. Mais la politique chinoise du zéro-covid continue de freiner la demande de voyages, tandis que la montée en flèche du prix du carburant et l'affaiblissement du yuan accentuent la pression sur les compagnies. SCMP, 02/06/2022

Puces/Micro-processeurs

- **Après un essor fulgurant, les fabricants de puces sont-ils sur le point de connaître une crise de grande ampleur ?** La hausse de l'offre et le ralentissement de la demande ramènent l'industrie superstar de la pandémie sur terre. The Economist, 10/07/2022

Défense

- **Selon SCMP, la Chine est stimulée par les revers de la Russie en Ukraine pour développer des drones militaires plus intelligents**. Les chercheurs de l'APL affirment que les drones utiliseront l'IA et les photos accessibles au public des médias sociaux pour identifier, suivre ou tuer des responsables de haut rang derrière les lignes ennemies. La guerre a également attiré l'attention de la Chine sur Starlink de SpaceX : l'Internet spatial est devenu une réalité et a changé la forme de la guerre. SCMP, 03/06/2022

- **La Chine a officiellement lancé vendredi 17 juin son troisième porte-avions, le Fujian. Il sera le premier porte-avions chinois doté de catapultes électromagnétiques.** Avec un tel navire, la Chine envoie un message de puissance aux Etats-Unis, aux autorités taïwanaises et aux riverains de la mer de Chine méridionale. Challenges, 17/06/2022

Energie

- **La Commission européenne a dévoilé mercredi 1er décembre un plan visant à investir 300 milliards d'euros d'ici à 2027 dans des projets d'infrastructure, numériques et climatiques dans le monde entier**, afin de renforcer les chaînes d'approvisionnement européennes, de stimuler le commerce de l'UE et de contribuer à la lutte contre le changement climatique. Ce programme d'investissement constitue une réponse de l'Occident à la Chine. Reuters, 06/07/2022

- **La Chine conclut des contrats à long terme record pour le gaz naturel liquéfié (GNL) afin de renforcer sa sécurité énergétique**. Les États-Unis, le Qatar et la Russie sont les principaux vendeurs de GNL au premier importateur mondial. Alors que la concurrence mondiale pour le gaz naturel liquéfié s'intensifie en réponse à la guerre en Ukraine, la Chine se tourne de plus en plus vers des contrats à long terme d'une décennie ou plus pour s'assurer que les besoins croissants du pays continueront d'être satisfaits dans les années à venir. En 2021, la demande chinoise de gaz naturel a connu le taux de croissance le plus rapide jamais enregistré. La demande de GNL a bondi de 18 % pour atteindre 78,9 millions de tonnes, dépassant le Japon comme premier importateur. Nikkei Asia, 11/07/2022

Expatriation

- Hong Kong connaît une fuite des cerveaux financiers dans un contexte de restrictions Covid, Caixin, 14/06/2022 et Courrier International 03/06/2022

Finances

- Ant Group, le géant chinois de la fintech contrôlé par le milliardaire Jack Ma, a annoncé avoir lancé une banque numérique à Singapour, baptisée ANEXT Bank. Cette nouvelle société a reçu l'approbation de l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) pour commencer ses activités le 2 juin 2022, ont déclaré Ant et ANEXT. Cette décision marque l'une des plus grandes opérations d'Ant Group à l'étranger depuis ses conflits contre les régulateurs chinois à la fin de 2020. Ant a obtenu l'une des premières licences de banque numérique à Singapour en 2020, lui permettant de viser de nouveaux clients, y compris des institutions financières et des entreprises. Mind Fintech, 08/06/2022

Informatique

- Comment les hackers chinois asservissent les réseaux des opérateurs télécoms : les agences américaines NSA, FBI, et CISA viennent de publier une alerte commune sur des groupes de hackers chinois qui ont en ligne de mire des opérateurs, dans le but d'intercepter, ou manipuler les flux des réseaux. La note de sécurité ne donne pas le nom des opérateurs piratés, mais elle décrit leur mode opératoire. Ces attaques s'appuient avant tout sur des failles connues dans les routeurs que les administrateurs n'ont pas mis à jour. Parmi les marques ciblées figurent notamment Cisco, Fortinet, MikroTik, Netgear, et Zyxe. 01net, 09/06/2022

Politique intérieure

- Depuis le début de l'épidémie en 2020, **le code QR de santé s'est révélé être un redoutable outil pour lutter contre la propagation de la Covid-19** en évaluant le risque sanitaire posé par chacun. Dès son lancement, plusieurs avocats et intellectuels avaient cependant alerté sur le fait que **ce système basé sur la collecte de données privées (bornage téléphonique, historique de voyage, résultats de santé…) pourrait être détourné à des fins de contrôle social**. Deux ans plus tard, leurs craintes sont devenues réalité. Dans la province centrale du Henan, des fonctionnaires ont fait passer au rouge le code QR de milliers de petits épargnants, craignant de les voir venir réclamer leurs millions de yuans gelés depuis mi-avril dans les coffres de quatre petites banques régionales à la suite d'une affaire de malversation. Résultat, impossible pour les titulaires de comptes de prendre les transports en commun, de pénétrer dans un lieu public, voire tout simplement de sortir de chez eux ! Le Vent de la Chine, 19/06/2022

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Nice

Olivier Le Baube, CCE Paris

Le contenu des articles de cette lettre ainsi que les informations et les opinions qui y sont exprimées sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du comité éditorial ni celle du Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ou de ses membres.
Ni le Comité National ni ses membres ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation faite du contenu de ces articles.